

Articles

Christian NZALOUSSOU

Avocat au Barreau de Paris

13 janvier 2014

Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage conclu entre une collectivité locale et une SEM dans le cadre de la construction d'infrastructure de réseaux de télécommunications.

Invité à se prononcer sur le contenu d'un tel mandat, le Ministère de l'intérieur a donné une réponse que nous reprenons ci-après. « Le contenu du mandat de délégation au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports

Domaine public, travaux publics et marchés publics

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

De l'exigence de la publicité et de sa mise en œuvre en matière de marché public

La procédure adaptée de publicité et les principes de l'achat public Voilà un intéressant arrêt qui amène à s'interroger sur la notion de procédure de publicité adaptée en matière de marché public. Si l'exigence de publicité est au cœur du droit des marché public, la forme de sa mise en

Domaine public, travaux publics et marchés publics

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Juge des référés précontractuels et délégation de service public de télécommunications

En matière de marché public ou de délégation de service public, les pouvoirs reconnus au juge des référés précontractuels sont bien plus importants que ceux qui sont traditionnellement attribués au juge des référés « classique ». Cette affirmation est illustrée par un récent

arrêt du Conseil d'Etat, la haute juridiction
Domaine public, travaux publics et marchés publics

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Marché public et/ou délégation de service public ? De l'illégalité de la délégation du service de télécommunications administratives couplant communications à destination des usagers et des agents publics.

La Cour administrative d'appel de Paris vient de confirmer l'annulation d'une convention de délégation de service public par laquelle les HÔPITAUX DE SAINT-DENIS ont confié à la société Industelec les services de télécommunications administratives, de télécommunications hôtelières et de télédistribution à destination des usagers et des agents du centre hospitalier

Domaine public, travaux publics et marchés publics

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Marché public et transfert de risque des fournitures livrées

La Cour administrative d'appel de Nantes (CAA Nantes 25 avril 2003 (4e ch) Société I.C.L., Req. 99NT01046.) a jugé que le fournisseur des équipements informatiques livrés à une collectivité publique doit supporter les conséquences dommageables de l'incendie qui a détruit ces équipements dans les locaux de la collectivité. Dans cette

Domaine public, travaux publics et marchés publics

[Lire la suite](#)

- ← Previous
- 1
- 2
- 3
- ...
- 13
- Next →